

COALITION MONDIALE

CONTRE LA PEINE DE MORT

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2024

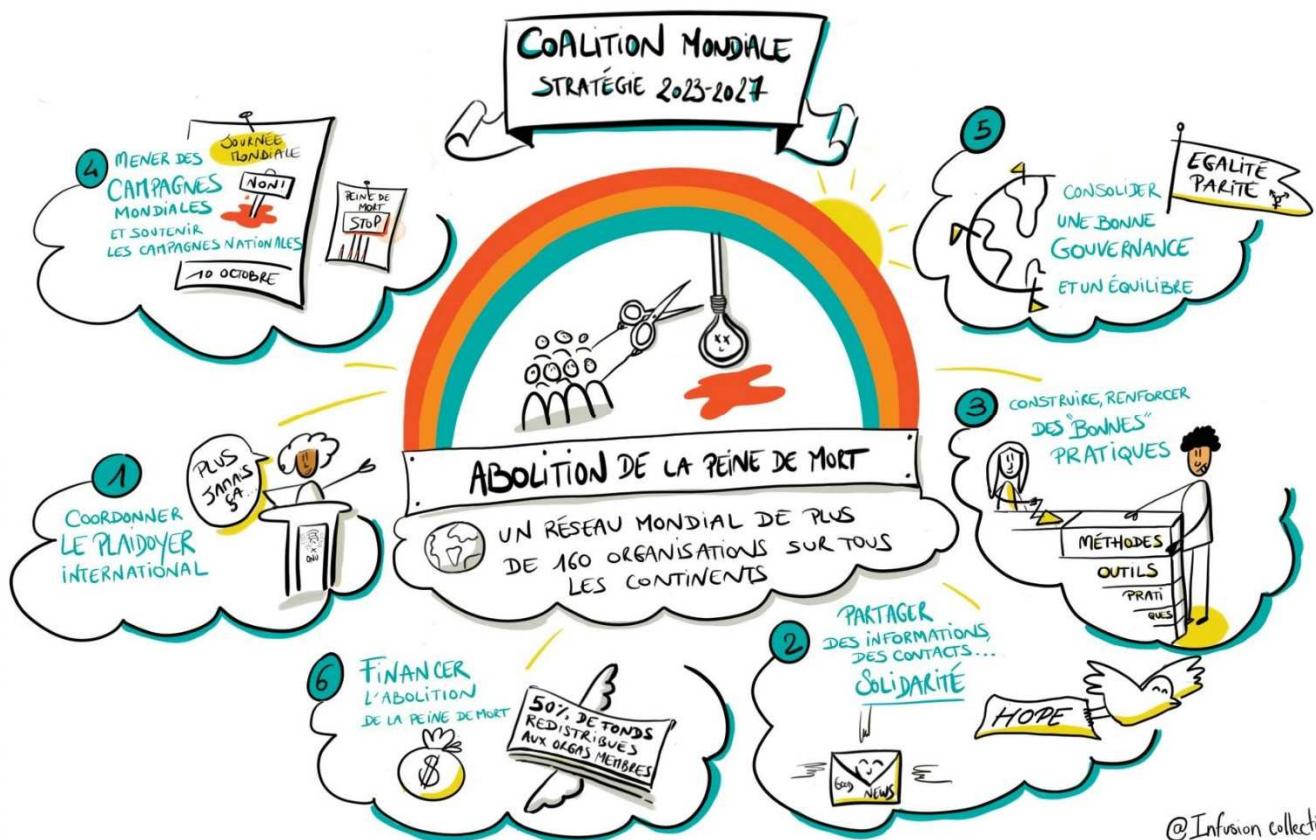


TABLE DES MATIÈRES

| | |
|------|--|
| I- | Objectifs du mouvement pour l'abolition mondiale de la peine de mort ... p.3 |
| 1) | Abolition de la peine de mort |
| 2) | Ratification des traités abolitionnistes |
| 3) | Empêcher la réintroduction de la peine de mort |
| 4) | Moratoire mondial sur les exécutions |
| 5) | Empêcher la reprise des exécutions |
| 6) | Réduire le recours à la peine capitale |
| 7) | Encourager une plus grande transparence |
| II- | Objectifs de la Coalition mondiale contre la peine de mort p.5 |
| A. | Coordonner les activités de plaidoyer au niveau international |
| B. | Partage d'informations, de contacts et de solidarité |
| C. | Mise en place de bonnes pratiques |
| D. | Mener des campagnes mondiales et soutenir et amplifier les campagnes nationales |
| III- | Objectifs organisationnels p.13 |
| E. | Bonne gouvernance et partage du pouvoir |
| F. | Financement de l'abolition de la peine de mort |



I- Objectifs du mouvement pour l'abolition mondiale de la peine de mort : Résultats, indicateurs 2024 et pays cibles

1) Abolition de la peine de mort en droit, pays par pays

Indicateur : 2 pays abolissent la peine de mort en droit d'ici 2023-2024

- 6 pays cibles ont été proposés par les membres pour 2024 : Gambie, Kenya, Libéria, Malawi, Niger, Taïwan, Tonga et Zimbabwe.

Réalisation de l'objectif :

- Le 31 décembre 2024, le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a promulgué le projet de loi sur l'abolition de la peine de mort.

2) Ratification des traités abolitionnistes

Indicateur : 2 pays ratifient un traité abolitionniste en 2023-2024

- 10 pays cibles pour 2023-2024 : République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Fidji, Ghana, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Sierra Leone, Suriname et Zambie.

Réalisation de l'objectif :

- En décembre 2024, la Zambie a adhéré au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- En mai 2024, la Côte d'Ivoire a adhéré au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

3) Empêcher la réintroduction de la peine de mort dans les pays abolitionnistes en droit

(pour tous les crimes et pour les crimes de droit commun)

Indicateur : Aucun pays abolitionniste ne réintroduit la peine de mort.

- 4 Pays cibles pour 2023-2024 : Israël, Philippines, Russie, Turquie

Réalisation de l'objectif :

- Aucun pays abolitionniste n'a réintroduit la peine de mort en 2024.

4) Contribuer au moratoire mondial sur les exécutions

Indicateur : 127 pays votent en faveur d'une résolution de l'AGNU sur le moratoire en 2024

- Les pays cibles pour 2024 seront définis avec le groupe de travail sur le moratoire en 2024.

Réalisation de l'objectif :

- Le 17 décembre 2024, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la 10e résolution pour un moratoire sur l'application de la peine de mort avec 130 voix pour sur les 193 États membres des Nations Unies (5 de plus qu'en 2022, dont Antigua-et-Barbuda, le Kenya, le Maroc et la Zambie qui ont voté oui pour la première fois), 32 voix contre (5 de moins qu'en 2022), 22 abstentions et 9 absents.

5) Prévenir la reprise des exécutions dans les pays abolitionnistes en pratique,

y compris la promotion de moratoires officiels, l'abolition de la peine de mort

Indicateur : Aucun pays abolitionniste ne reprend les exécutions dans la pratique.

- Pays cibles pour 2023-2024 : Cameroun, Maldives, Sri Lanka.

Réalisation de l'objectif :

- Aucun pays abolitionniste en exercice n'a repris les exécutions en 2024.

6) Limiter l'application de la peine de mort dans les pays favorables au maintien de la peine de mort

Si l'objectif principal reste l'abolition totale de la peine de mort pour tous les crimes, dans les pays qui utilisent encore activement la peine de mort, il est plus probable que des objectifs intermédiaires soient atteints au cours des cinq prochaines années, tels que la réduction du nombre de crimes passibles de la peine de mort, l'abolition des condamnations à mort obligatoires, la réduction du nombre de crimes passibles de la peine de mort, l'abolition de la peine de mort obligatoire, l'interdiction des condamnations à mort et des exécutions de mineurs, la réduction des méthodes d'exécution cruelles et inhabituelles, l'amélioration du droit à un procès équitable, la garantie de l'indépendance du pouvoir judiciaire, la réforme du système de justice pénale et le recours accru aux grâces, à la clémence et à la commutation des peines de mort afin de réduire le nombre de personnes condamnées à mort et le nombre de personnes exécutées.

Indicateurs :

Diminution de 20 % du nombre de personnes exécutées en 5 ans

Diminution de 10 % du nombre de nouvelles condamnations à mort confirmées en 5 ans

- 15 pays cibles proposés par les membres pour 2023-2024 : Cameroun, Chine, Comores, Inde, Iran, Kenya, Malaisie, Maroc, Niger, Pakistan, Arabie Saoudite, Thaïlande, États-Unis, Vietnam.

Réalisation de l'objectif :

- En décembre 2024, aux États-Unis, Joe Biden commue les peines de mort de 37 des 40 prisonniers fédéraux du couloir de la mort, en les remplaçant par des peines de prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle.

7) Encourager une plus grande transparence sur l'application de la peine de mort

Indicateur pour 2023-2024 : 2 pays favorables au maintien de la peine de mort publient des informations pertinentes dans un rapport à l'ONU, " ventilées par sexe, âge, handicap, nationalité et race, le cas échéant, et selon d'autres critères applicables, notamment le nombre de personnes condamnées à mort, le nombre de prisonniers en attente d'exécution et le lieu de leur détention, le nombre de personnes exécutées, le nombre de condamnations à mort annulées ou commuées en appel ou ayant fait l'objet d'une amnistie ou d'une grâce, et la procédure invoquée, ainsi que sur toute exécution programmée " (A/RES/77/222 7.c. Résolution 2022 de l'AGNU sur le moratoire).

- 14 pays cibles proposés par les membres pour 2023-2024 : Bahreïn, Cameroun, Chine, Inde, Iran, Japon, Jordanie, Malaisie, Maroc, Nigeria, Pakistan, Arabie Saoudite, EAU, Tanzanie.



II- Principaux rôles et objectifs de la Coalition mondiale contre la peine de mort

A. Un réseau pour coordonner le plaidoyer international en faveur de l'abolition

Activité A.1 Suivi mensuel de l'ordre du jour de l'ONU et des mécanismes régionaux pour les opportunités de plaidoyer

- Le Secrétariat a amélioré son travail de coordination du plaidoyer international en développant un **outil de coordination** accessible à tous les membres du groupe de travail sur le plaidoyer (à l'avenir, il pourra être accessible au reste des membres en fonction de la décision du groupe de travail) et en améliorant ses relations de travail avec The Advocates for Human Rights. Des procédures claires concernant le rôle de la Coalition mondiale dans la coordination du plaidoyer et la mesure de l'impact sont en cours d'élaboration et seront disponibles d'ici la fin de l'année 2025.
- Le secrétariat a travaillé à l'amélioration du **système de suivi**.
- Le Secrétariat a continué à partager des informations sur l'impact du plaidoyer dans des articles et des Lettres d'information. Des articles ont été publiés sur l'impact des EPU, des sessions du Conseil des droits de l'homme et des sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Activité A.2 Informer les organisations membres des possibilités offertes sur une base trimestrielle

- Des courriels ont été envoyés à tous les membres en février, juin, juillet, août, septembre et novembre concernant les possibilités de plaidoyer aux **Nations unies (ONU)** en 2024. Au moins 5 courriels ont été envoyés au groupe de travail sur le genre pour des opportunités de plaidoyer spécifiques liées aux questions de genre et de peine de mort. Des opportunités de plaidoyer spécifiques liées au continent africain ont été communiquées à la liste de diffusion Afrique.
- Courriel envoyé aux membres pour les opportunités de plaidoyer lors des **55^{ème}, 56^{ème} et 57^{ème} sessions du Conseil des droits de l'homme** à Genève.
- Le Secrétariat a informé les membres de la possibilité de signer des appels conjoints sur la situation en **RDC**, en **Arabie Saoudite**, en **Iran et au Malawi**.
- Envoi d'un courriel à la liste de diffusion Afrique et au groupe de travail sur le plaidoyer en mars et en septembre pour des opportunités lors des **79^{ème} et 81^{ème} sessions ordinaires de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP)**.
- Courriels envoyés au groupe de travail sur le genre et à la lettre d'information sur le genre concernant plusieurs appels à contribution sur le genre et la peine de mort.

Activité A.3 Organiser des réunions en ligne pour coordonner les activités des membres par le biais de groupes de travail

- Le groupe de travail sur le plaidoyer s'est réuni en février, juin et septembre pour discuter de la session du **Conseil des droits humains des Nations unies** et des activités de plaidoyer prévues pour la Journée mondiale.
- Réunions du groupe de travail sur **le moratoire** toutes les deux semaines de juillet à décembre 2024.
- **Groupe de travail sur le protocole africain** ont été informés et mobilisés concernant la saisine du Parlement panafricain sur le projet de protocole relatif à l'abolition de la peine de mort à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples en juillet 2024.

Activité A.4 : Faciliter la contribution de rapports conjoints, de résolutions conjointes (avec la CADHP), de déclarations conjointes et d'événements parallèles et accompagner les organisations nationales dans la soumission de rapports alternatifs.

La Coalition mondiale a soutenu les contributions suivantes :

- **47^{ème}, 48^{ème}, 49^{ème} sessions de l'EPU**, co-auteur de **18** contributions sur :

- Pour la 47^{ème} session : **Qatar** (avec le TADH), **Brunei** (avec le TADH), **Éthiopie** (avec le TADH), **Bhoutan** (avec le TADH), **Dominique** (avec le TADH), **Guinée équatoriale** (avec le TADH), **RDC** (avec ECPM et CPJ), **Côte d'Ivoire** (avec FIACAT), **Corée du Nord** (avec le TADH et le TJWG).
- Pour la 48^{ème} session : **Egypte** (avec Reprieve), **Fidji** (avec TAHR), **Iran** (avec IHRNGO, ECPM et TAHR), **Irak** (avec Abolition of the Death penalty Iraq et TAHR)
- Pour la 49^{ème} session : **Lesotho** (avec le TADH), **Guyane** (avec le TADH et la CMT), **Kenya** (avec le TADH, la CIJ Kenya et Reprieve), **Koweït** (avec le TADH), **Guinée** (avec le TADH), **Laos** (avec le TADH).

- **80^e et 81^e sessions du Comité contre la torture (CAT)**, co-auteur de **5** contributions sur :

- Pour la 80^{ème} session : **République de Corée** (avec le TAHR et le TJWG)
- Pour la 81^{ème} session : **Jordanie** (avec TAHR et Adaleh Center), **Koweït** (avec TAHR), **Thaïlande** (avec TAHR), **Cameroun** (avec FIACAT, ECPM et Droit et Paix)

- **141^e et 142^e sessions du Comité des droits humains (CCPR)**, co-auteur de **6** contributions :

- Pour la 141^{ème} session sur : **Maldives** (avec le TADH et le MDN), **Surinam** (avec le TADH), **Inde** (avec le TADH), **Syrie** (avec le TADH et Vérité et Justice), **Sierra Leone** (avec le TADH).
- Pour la 142^{ème} session sur : **Pakistan** (avec TAHR, HRI, JPP)

- **87^{ème}, 88^{ème}, 89^{ème} sessions, et 89^{ème} et 90^{ème} groupes de travail de pré-session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)**, a co-écrit **10** contributions sur

- Pour la 87^{ème} session : **Oman** (avec TAHR) et **Niger** (avec TAHR, CONICOPEM, SYNAFEN et REPRODEVH)
- Pour la 88^{ème} session : **Singapour** (avec TAHR, ADPAN, TJC), **Koweït** (avec TAHR), **Libye** (avec TAHR), **Japon** (avec FIDH, CPR), **Arabie Saoudite** (avec TAHR et ESOHR), **Laos** (avec TAHR et HRI)
- Pour la 89^{ème} pré-session : **Vietnam** (avec le TADR)
- Pour la 90^{ème} pré-session : **Libye** (avec TAHR)

- **100^{ème} session du Comité des droits de l'enfant**, a co-rédigé **1** contribution sur la **Malaisie** avec TAHR et ADPAN.

- **20^{ème} session du Comité des droits des personnes handicapées (CDPH)**, co-auteur d'**une** contribution sur le **Nigeria** (avec ASF Nigeria et TAHR).

- **113thet 114thsessions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD)**, co-auteur de **3** contributions :

- Pour la 113^{ème} session : sur l'**Iran** (avec IHRNGO et TAHR), l'**Irak** (avec TAHR et ADPI)
- Pour la 114^{ème} session : sur l'**Arabie Saoudite** (avec ESOHR et TAHR).

- **79^e et 81^e sessions ordinaires de la CADHP**, a co-rédigé **2** contributions :

- Pour la 81e session sur l'**Île Maurice**
- Pour la 79e session sur l'**Éthiopie**
 - Dans le cadre d'un appel à contributions, coauteur de **10** contributions :
- une contribution à l'étude du **HCDH** conformément à la résolution 53/27 du Conseil des droits humains (avec TAHR, WHRIN, Humanity Diaspo, HBB, CHESO, PRI, CCDPW)
- une contribution à l'appel à contribution pour le **rapport du Secrétaire général sur un moratoire sur l'application de la peine de mort** (avec TAHR, WCADP, ECPM)

- une contribution à l'appel à contribution du groupe de travail sur la **discrimination à l'égard des femmes** et des filles pour la visite en **Thaïlande**
- une contribution à un appel à contribution sur les **politiques publiques pour traiter et éradiquer la xénophobie** et son impact sur les droits des migrants, de leurs familles et d'autres non-citoyens affectés par la discrimination raciale du CERD et du CMW (avec CCDPW, HAYAT, JIADEP)
- une contribution à un appel à contribution sur l'**assassinat de personnes LGBTIQ+** de la part de SR sur les exécutions (avec TAHR, ADPAN, CPJP)
- une contribution à l'appel à **contribution** du Secrétaire général pour **le rapport sur le moratoire sur l'application de** la peine de mort (avec TAHR et ECPM)
- une contribution à l'appel à contribution pour le rapport du rapporteur spécial sur la situation des droits humains en République islamique d'**Iran** (avec TAHR, IHRNGO, ECPM)
- une contribution à l'appel à contribution du RS sur les exécutions **concernant les droits des familles des victimes** d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires
- une contribution sur la situation des droits humains en **Afrique** à la CADHP, comprenant une section sur le couloir de la mort et les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes, avec la FIACAT, ECPM, CCDPW, ICJ Kenya, Women Beyond Walls et Hope Behind Bars Africa.
- une contribution sur la situation des personnes accusées d'abolition en **RDC** avec la FIACAT.
 - La Coalition mondiale a déposé un Amicus sur la peine de mort auprès de la Cour constitutionnelle **de Taiwan** (avec Amnesty International Taiwan).

Activité A.5 Communiquer régulièrement avec les différents mécanismes des droits humains et les États membres abolitionnistes et mettre en contact les organisations membres concernées avec eux

- Tout au long de l'année 2024, la Coalition mondiale a tenu des réunions, soit une fois, soit sur une base mensuelle ou bimensuelle avec le point focal pour la peine de mort **du HCDH** ; les points focaux pour la peine de mort du **SEAE** et de l'**INTPA** ; la **Commission internationale contre la peine de mort** (ICDP) ; le point focal pour la peine de mort de **l'OSCE** ; la présidente du **groupe de travail sur la peine de mort de la CADHP** ; le secrétariat du **groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles**, le **rapporateur spécial sur la violence à l'égard des femmes et des filles**, et le point focal pour la peine de mort du **Conseil de l'Europe**.
- La Coalition mondiale a communiqué à ses organisations membres les possibilités de consultations avec le groupe de travail conjoint UE-Sri Lanka sur la gouvernance, l'état de droit et les droits humains en février 2024.
- Dans le cadre du Consortium global, la Coalition mondiale a également communiqué à ses organisations membres les possibilités de participer au dialogue sur les droits humains de l'UE (**Égypte, Tunisie, Arabie saoudite et Taïwan**).

Activité A.6 Servir de passerelle pour que les petites ONG des pays favorables au maintien de l'ordre, en danger ou abolitionnistes de fait aient accès aux ONG internationales et soient représentées à leurs côtés.

- La Coalition mondiale a facilité la participation de ses membres aux 81e et 79e sessions de la **CADHP** :
 - Pour la 81^{ème} session, la Coalition mondiale a pris en charge les frais de voyage et a organisé des réunions de plaidoyer en marge de la session. Les représentants de **Women Beyond Walls** (**Zambie**, en tant que représentant du groupe de travail sur le genre), de **COJESKI** (**RDC**) et de l'**Observatoire Burundais des Prisons** (**Burundi**) ont reçu un soutien pour leur lieu de réunion. Une déclaration orale sur le genre et la peine de mort a été prononcée au cours de la session, et une autre a

- été soumise au groupe de travail de la CADHP sur la résolution du moratoire de l'AGNU pour qu'il en tienne compte dans son rapport.
- Pour la 79^{ème} session, la Coalition Mondiale a facilité la participation de ses membres en couvrant les frais de connexion de 8 membres (**CHESO, REPRO-DEVH, Coalition Nigérienne, UCPDHO, OBP, Coalition Mauritanienne, FHRI, ICJ Kenya**).
- En collaboration avec TAHR, la Coalition mondiale a permis à plusieurs membres, dont ESOHR (**Arabie Saoudite**) et IHRNGO (**Iran**), de s'exprimer lors de la 57e session du **Conseil des droits humains de l'ONU**.
- La Coalition mondiale a facilité la participation de ses membres aux 88^{ème} et 89^{ème} sessions de la **CEDEF**.
 - Pour la 88^{ème} session, la Coalition mondiale a pris en charge les frais de voyage d'**ADPAN** et a organisé des réunions de plaidoyer en marge de la session.
 - Lors de la 89^{ème} session, la responsable des questions de genre et des projets de la Coalition mondiale a participé à la session en délivrant une déclaration orale lors du briefing informel des ONG pour le Laos et l'Arabie Saoudite (en collaboration avec l'ESOHR).
- La Coalition mondiale a organisé une réunion d'information pour le **groupe de travail des Nations unies sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles** sur l'accès à la justice pour les femmes en contact avec la loi, avec TAHR, ICJ-Kenya, Women Beyond Walls et le réseau international des femmes ancienement incarcérées.
- Le Consortium mondial, représenté par HRI et ESOHR, a également été invité à présenter la situation de la peine de mort dans le monde au **COHOM** (Groupe de travail sur les droits humains du Conseil de l'Union européenne, composé de tous les États membres de l'UE).

Activité A.7 Suivi des recommandations et des engagements pris par les pays favorables au maintien de l'ordre, les pays à risque ou les pays abolitionnistes de facto, et transmission de ces informations aux membres

- 2 articles ont été publiés sur le site de la Coalition mondiale sur les **56^{ème} et 56^{ème} sessions du Conseil des droits humains**
- 2 articles ont été publiés sur le site web de la Coalition mondiale sur l'impact des 88^{ème} et 89^{ème} sessions de la **CEDAW** et ont été partagés avec la lettre d'information sur le genre et la peine de mort.
- 1 article a été publié sur le site de la Coalition mondiale sur la **Résolution du moratoire** et un courriel a été envoyé aux membres sur l'impact du vote.
- Des courriels ont été envoyés à la liste de diffusion Afrique pour récapituler les résultats des 79^{ème} et 81^{ème} sessions ordinaires de la **CADHP**.
- En 2024, un processus de réflexion a été lancé pour améliorer la mesure de l'impact du plaidoyer abolitionniste et pour améliorer la façon dont les informations sont communiquées aux organisations membres.

Activité A.8 Offrir aux membres des possibilités de renforcer leurs capacités à s'engager efficacement avec les mécanismes de l'ONU, les mécanismes régionaux et d'autres experts internationaux au cours des différentes sessions.

- En amont de la 79^e session ordinaire de la CADHP, la Coalition mondiale a organisé 2 réunions d'information avec ses membres sur ce qui les attend lors de la prochaine session, les 30 avril et 6 mai 2024.
- En amont de la mission de plaidoyer à New York pour la résolution du moratoire en octobre 2024, la Coalition mondiale a organisé une réunion d'information en ligne et une séance d'information en personne pour les organisations membres contribuant à la mission.

B. Un réseau de partage d'informations, de contacts et de solidarité pour les abolitionnistes

Activité B.1 Promouvoir les activités des membres sur les médias sociaux, le site web et le bulletin d'information

- 27 nouveaux articles¹ ont été publiés sur le site web de la Coalition mondiale.
- 7 bulletins d'information mondiaux² ont été envoyés à 1 683 personnes.
- 3 La lettre d'information sur **le genre et la peine de mort** a été envoyée à 270 personnes.
- Une page de **podcast** a été créée et 11 épisodes de podcasts étaient disponibles à la fin de l'année.
- Le groupe de travail sur le genre a développé une **campagne sur les médias sociaux pour les 16 jours d'activisme autour du 25 novembre**. Des récits de femmes et de personnes mineures confrontées à la peine de mort soulignant le lien entre la peine de mort et la violence basée sur le genre ont été recueillis et partagés chaque jour pendant la campagne sur les canaux de médias sociaux de la Coalition mondiale. Les visuels ont été partagés à l'avance avec les membres du groupe de travail sur le genre et les organisations basées dans les pays cibles par le projet sur le genre, de sorte que plusieurs organisations membres de la Coalition mondiale ont également partagé cette campagne sur leurs réseaux.
- Un courriel a été envoyé à la liste de diffusion de Genderinfo afin d'encourager les organisations basées dans les pays cibles pour les questions de genre et de peine de mort à accroître la visibilité des femmes exposées à la peine de mort pour le 8 mars et le 25 novembre 2024. Dans les deux cas, des ressources ont été partagées avec le groupe pour encourager la mobilisation.

Activité B.2 Partager les bonnes nouvelles en plusieurs langues

- 5 articles sur des **bonnes nouvelles** ont été publiés, notamment sur la ratification du deuxième protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques par la **Zambie** et la **Côte d'Ivoire**, sur l'abolition au **Zimbabwe**, sur le vote de la **Résolution sur le moratoire de l'Assemblée générale des Nations unies** et sur la révision constitutionnelle de la loi sur la peine de mort à **Taïwan**.

Activité B.3 Animer des groupes de travail et des listes de diffusion

- Le **groupe de travail sur le plaidoyer** s'est réuni virtuellement deux fois en 2024 : en mai et en septembre.
- Le **groupe de travail sur le moratoire** s'est réuni toutes les deux semaines de juillet à décembre 2024.
- Le **groupe de travail sur la gouvernance** s'est réuni quatre fois en janvier, avril, mai et septembre 2024.
- Le **groupe de travail sur le genre** s'est réuni virtuellement 4 fois en 2024 : en janvier, avril, juin et septembre.
- Le **groupe de travail de la Journée mondiale** s'est réuni 5 fois virtuellement en 2024 : en février, mars, avril, juillet et novembre.

¹ <https://worldcoalition.org/news-and-events/>

² N°144 janvier 2024 (OP-Ed de l'ESOHR, Arabie saoudite), N°145 mars 2024 (OP-Ed de l'American Constitution Society, USA) et N°146 mai 2024 (OP-Ed de l'Alliance taïwanaise pour l'abolition de la peine de mort, Taïwan), N°147 juin 2024 (OP-Ed de la LIDHO, de la FIACAT, de l'ACAT Côte d'Ivoire et de la Coalition mondiale), juillet 2024 (Spécial Journée mondiale), N°148 octobre 2024 (OP-Ed de l'Iran Droits humains, Iran), N° 149 novembre 2024.

- Le **groupe de travail sur le Sri Lanka** s'est réuni virtuellement deux fois en 2024 : en janvier et en mars.
- Le **groupe de travail Philippines** s'est réuni virtuellement une fois en 2024 : en mars.
- Le **groupe de travail sur la Turquie** s'est réuni virtuellement deux fois en 2024 : une fois sur en mars et en juin.
- Le **groupe de travail sur les Maldives** s'est réuni deux fois en 2024 : une fois en janvier et une fois en avril 2024.
- Le **groupe de travail sur le bien-être** ne s'est pas réuni mais a échangé des courriels en janvier 2024.
- Le **groupe de travail du protocole africain** s'est réuni deux fois : en juillet 2024 et en novembre 2024.
- La **liste de diffusion Afrique** a été contactée à de nombreuses reprises en 2024, notamment pour les questions suivantes : consultation d'outils, partage d'outils, consultations en langue locale pour l'affiche de la Journée mondiale, appel à intérêt pour les sessions de la CADHP, appel à de petites subventions, formation d'un groupe de travail sur le projet de protocole, invitation à des webinaires, etc.
- La **liste de diffusion gender info** et le **groupe de travail sur le genre** ont été contactés à de nombreuses reprises au cours des quatre derniers mois, notamment pour les questions suivantes : appel à contribution pour des opportunités de plaidoyer, appel à de petites subventions, invitation à des séminaires en ligne, consultations sur les outils, etc.
- En février 2024, une réunion en personne à Londres (Royaume-Uni) a été organisée entre les membres au siège d'Amnesty International pour discuter et partager le travail prévu pour l'année et les domaines de partage d'informations stratégiques (Reprieve, IBAHRI, BIRD, Amnesty International et HRI).

Activité B.4 Être une plateforme pour collecter et classer toutes les données provenant du plus grand nombre de sources possible

- 111 documents (3 111 articles disponibles au total) ont été ajoutés à la bibliothèque en ligne en 2024.
- Une **refonte du moteur de recherche** du site web de la Coalition mondiale pour un accès plus facile aux documents a été réalisée par le développeur du site web avec l'application Algolia.
- La Coalition mondiale a contribué à la **mise à jour du site deathpenaltyworldwide.org** afin de partager des informations par pays sur son site (via une API).

Activité B.5 Organiser des actions de solidarité dans les pays cibles

- La Coalition mondiale a signé **7 appels/communiqués de presse conjoints** concernant **Singapour** (initié par ADPAN, TJC et CPJP), **Tonga** (initié par CPJP), **Côte d'Ivoire** (initié par FIACAT), **Arabie Saoudite** (initié par ESOHR), **République Démocratique du Congo** (initié par ECPM), **Iran** (initié par IHRNGO), **Etats-Unis** (avec WTI), **Indonésie** initié par LBHM).

C. Un réseau pour renforcer les bonnes pratiques du mouvement abolitionniste

Activité C.1 Développer une plateforme d'apprentissage en ligne accessible à tous

- **LearnDash** - une plateforme LMS (Learning Management System) qui permet aux utilisateurs de créer leurs propres cours en ligne - était en cours de développement en 2023 et, en 2024, des progrès ont été réalisés dans l'élaboration des premiers modules de formation.

- En septembre 2024 à Philadelphie, aux États-Unis, des membres de la Coalition mondiale ont enregistré une série de vidéos pour soutenir les formations **Pays à risque, Genre et peine de mort**, et **CADHP**. Ces vidéos présentent des membres de la Coalition mondiale partageant leur expertise sur des sujets spécifiques en rapport avec chaque module de formation.

Activité C.2 : Animer des ateliers pour partager les bonnes pratiques et les stratégies

- La Coalition mondiale a coorganisé avec Witness to Innocence deux ateliers à Philadelphie du 27 septembre au 2 octobre 2024
 - Une session de **formation sur le genre** et la peine de mort.
 - 17 personnes (15 femmes et 2 hommes) des pays cibles de la campagne "Genre et peine de mort" ont participé aux trois jours du séminaire.
 - Le 29 septembre, 19 autres personnes (12 femmes et 7 hommes) ont suivi la formation en personne.
 - Selon le pré-test et le post-test visant à évaluer l'impact du séminaire, 94,12 % des participants ont déclaré avoir amélioré leurs connaissances sur les questions de genre et de peine de mort. Les participants ont attribué au séminaire une note de 4,5 sur 5.
 - Un **atelier FFPA** pour partager les meilleures pratiques, former les participants à la gestion financière et au MEAL, sur la base d'une enquête d'évaluation des besoins.
 - 22 personnes (17 femmes et 5 hommes) ont participé à la première journée et 18 personnes (15 femmes et 2 hommes) ont participé à la deuxième journée.
 - 3 femmes ont participé à la première journée en ligne.
 - 95 % des participants ont apprécié l'organisation générale de l'atelier et 89 % des participants ont trouvé le programme et les intervenants de qualité.
 - Les principaux points soulevés ont été : la nécessité d'avoir des moments de collaboration dédiés pour créer des synergies et organiser des activités conjointes ; plus de formation financière et MEAL ; des outils de communication communs et une plateforme partagée.
- Dans le cadre du projet "Genre et peine de mort", il a été décidé de promouvoir le partage des bonnes pratiques lors des réunions du groupe de travail "Genre". Ainsi, 20 minutes de certaines réunions ont été allouées à cet effet.

Activité C.3 Publication et diffusion de guides sur "comment ... abolir la peine de mort"

Élaboration de guides

- Le guide "Comment répondre au risque d'un retour à la peine de mort" a été rédigé en 2024, la publication finale étant prévue pour 2025.
- Le guide "Comment intégrer les questions de genre dans le plaidoyer abolitionniste" a été rédigé en 2024 avec la contribution du groupe de travail sur le genre. Après consultation, compte tenu de la diversité des sujets à traiter, il a été décidé que trois manuels seraient élaborés sur le thème "Genre et peine de mort". Chaque manuel aborde un aspect spécifique de l'intégration d'une approche sexospécifique dans les initiatives abolitionnistes :
 - MANUEL 1 : Qu'entendons-nous lorsque nous parlons de discrimination fondée sur le sexe dans le contexte de la peine de mort ?
 - MANUEL 2 : Comment mettre en œuvre un plaidoyer abolitionniste international sensible au genre ?
 - MANUEL 3 : Comment intégrer une approche sensible au genre dans les efforts abolitionnistes au niveau national ?

Diffusion des guides

- Des brochures "**Gender and the Death Penalty**" ont été distribuées lors du séminaire "Gender and Death Penalty" qui se tiendra à Philadelphie en septembre 2024.

Activité C.4 : Capitaliser et évaluer les activités pour identifier les leçons apprises et ce qui fonctionne.

- 4 évaluations externes ont été réalisées en 2024 :
 - Le projet IEDDH a été achevé.
 - Une évaluation externe du projet "Pays à risque" a été réalisée.
 - Une évaluation externe du projet sur l'égalité des sexes a été lancée.
 - Une évaluation externe du projet Africabolition a été lancée en 2024 et devrait s'achever en 2025.

D. Un réseau pour mener des campagnes mondiales et soutenir et amplifier les campagnes nationales pour l'abolition

Activité D.1 Journée mondiale contre la peine de mort

L'objectif principal de la Journée mondiale 2024 était de remettre en question l'idée fausse selon laquelle la peine de mort peut rendre les personnes et les communautés plus sûres.

Production d'outils d'information / de mobilisation :

- Le groupe de travail de la Journée mondiale a élaboré **6 outils de mobilisation** :
 - Une affiche de la Journée mondiale disponible en 16 langues³.
 - Un outil de **faits et chiffres** en [anglais](#) et en [français](#).
 - Un **outil de dissuasion** : "Démystifier la théorie de la dissuasion" en [anglais](#) et en [français](#).
 - Un **kit de mobilisation 2024** en [anglais](#) et en [français](#).
 - Une **brochure** en [anglais](#), [français](#) et [arabe](#).
 - Une compilation de **témoignages** sur le thème de la Journée mondiale 2024 en anglais et en français.
 - Une fiche détaillée sur le thème en [français](#) et en [anglais](#).
- Un [article](#) a été publié sur le site web de la Coalition mondiale : "Pourquoi la peine de mort n'est-elle pas la réponse au viol ?"
- Deux webinaires, l'un en anglais, l'autre en français, ont été organisés le 20 septembre pour présenter le thème et les outils. Lors de ces webinaires, des membres de la Coalition mondiale (**CODHAS**, **ACAT Tchad**, **ADPAN**, **IHRNGO**) ont présenté leur expertise sur le sujet. Pour chaque webinar, un représentant du groupe de travail de la Journée mondiale a présenté les outils disponibles et a fourni des idées de mobilisation basées sur le kit de mobilisation.

Distribution des outils de la Journée mondiale :

- Des outils ont été mis à disposition sur la **page de la Journée mondiale 2024**. La page de la Journée mondiale était accessible en [anglais](#), [français](#), [espagnol](#), [russe](#), [arabe](#) et [chinois](#).
- Des outils ont été mis à disposition sur un [tableau Trello](#).

³ [Allemand](#), [anglais arabe](#), [espagnol](#), [français](#), [italien](#), [japonais](#), [luganda](#), [portugais](#), [russe](#), [chinois simplifié](#), [swahili](#), [tagalog](#), [chinois traditionnel](#), [ourdou](#) et [yoruba](#).

- Toutes les organisations membres ont reçu le format numérique des outils.
- Entre juillet et septembre 2024, des paquets d'outils de la Journée mondiale ont été envoyés aux organisations qui en ont fait la demande, et des dispositions ont été prises pour rembourser les frais d'impression aux organisations souhaitant imprimer des documents dans les langues nationales.
 - Entre juillet et septembre 2024, les outils de la Journée mondiale ont été diffusés stratégiquement sur demande afin de s'assurer que les organisations qui en avaient besoin les recevaient, avec un minimum de gaspillage.
 - 18 organisations ont reçu des colis en juillet ; 6 organisations ont reçu des colis en août ; 7 organisations ont reçu des colis en septembre et 8 organisations supplémentaires ont reçu du matériel en personne, distribué lors de la mission à Philadelphie (États-Unis).
 - Au total, **1 509** affiches (combinées français/anglais) et **3 191** brochures ont été distribuées.
 - L'impression locale d'affiches dans les langues locales ainsi qu'en anglais et en français a été soutenue en **RDC**, au **Pakistan**, au **Liberia** et en **Irak**.

Évaluation de la mesure de l'impact de la Journée mondiale 2024 :

- Depuis 2022, les membres de la Coalition mondiale ont décidé de suivre le même thème sur une période de deux ans afin d'assurer une plus grande appropriation du thème et d'encourager la mise en œuvre d'actions impactantes. Suivant cette approche cyclique, la Coalition mondiale a établi un nouveau cycle de rapport de deux ans, comprenant un rapport préliminaire la première année et un rapport complet la seconde. [Le rapport 2024](#) a été le **premier rapport établi selon la nouvelle méthodologie**. Il adopte un format concis, offrant une vue d'ensemble claire et percutante des mobilisations.
- En 2024, **411 événements au total** ont été organisés dans le monde par des acteurs abolitionnistes.
- 62,3K messages sur les médias sociaux et 2,7 publications dans les médias ont mentionné la Journée mondiale. 374,4K personnes ont été potentiellement touchées par les messages des médias sociaux mentionnant la Journée mondiale.

Activité D.2 Campagne pour la ratification des traités abolitionnistes internationaux et régionaux

- En 2024, la stratégie et les pays cibles pour la ratification ont été développés, la page web et les outils de mobilisation ont été mis à jour, et une réunion de plaidoyer des Amis du Protocole a eu lieu à Genève le 11 juin 2024.
- La Coalition mondiale a soutenu un événement parallèle pour célébrer le **35ème anniversaire de l'adoption du Deuxième Protocole facultatif** organisé le 24 juin par la Commission internationale contre la peine de mort et la Belgique, et a organisé une réunion informelle des Amis du Protocole avec l'ICDP.
- En 2024, la Coalition mondiale a coordonné des avancées pour le projet de protocole à la Charte africaine.
 - Des outils de plaidoyer pour soutenir les membres dans la campagne continentale pour l'adoption du **projet de protocole africain** ont été partagés avec les membres du groupe de travail sur le protocole africain.
 - Des réunions avec le PGA, la FIACAT et le groupe de travail sur le protocole africain ont été organisées afin d'orienter la collecte d'informations sur l'engagement

avec le Parlement panafricain (PAP) sur le projet de protocole à la Charte africaine. La saisine du Parlement panafricain a été un succès et la résolution adoptée par le Parlement panafricain a été communiquée au groupe de travail.

Activité D.3 Campagne pour un moratoire mondial sur les exécutions

- En 2024, la stratégie et les pays cibles pour le vote de la 10e résolution sur le moratoire ont été élaborés avec le **groupe de travail sur le moratoire**. Le groupe a également élaboré une boîte à outils permettant aux membres de mener des actions de plaidoyer dans leur pays et une campagne d'envoi de lettres aux capitales des pays ciblés a été mise en place.
- Une mission de plaidoyer a eu lieu à New York du 1er au 8 octobre avec les organisations membres suivantes : **LHRC de Tanzanie**, **PFF de Zambie**, **Coalition Nigérienne du Niger**, **ADPAN des Philippines** et coordination avec **Droits et Paix du Cameroun**, **CAAPR de Puerto Rico**, **Sant'Egidio** d'Italie, **CPJP** d'Australie.



Objectifs organisationnels (gouvernance, financement)

E. Bonne gouvernance et équilibre des pouvoirs

Activité E.1 Structurer une politique en matière de genre, de diversité, d'équité et d'inclusion

- Le **groupe de travail sur la gouvernance** a contribué à l'élaboration et à l'examen de la stratégie en matière d'égalité des sexes, de diversité, d'équité et d'inclusion, avec le soutien du groupe de travail sur l'égalité des sexes et d'un membre du groupe d'experts indépendants.

Activité E.2 Expansion du réseau

- La **sous-commission des adhésions** a mis en œuvre la stratégie de recherche de nouveaux membres dans les pays rétentionnistes et abolitionnistes où la Coalition n'a pas de membres.
- En 2024, **16 nouvelles organisations** ont été acceptées comme membres de la Coalition mondiale :
 - Burundi Bridges to Justice (Burundi)
 - CELSIR Kenya
 - Coalition des défenseurs somaliens des droits humains (Somalie)
 - *Convergance nationale des ONG et associations pour la promotion des droits des femmes et enfants du Niger (Niger)*⁴
 - *Ean Samandari (Burundi)*
 - Georgians for Alternatives to the Death Penalty (États-Unis)
 - *Initiatives juridiques pour le Vietnam (Vietnam)*
 - Ligue Burundaise Droits de la femme (Burundi)
 - Madiyan Democracy Network (Maldives)
 - ODIKHAR (Bangladesh)
 - Responsible Business Initiative for Justice (États-Unis)
 - Sohram Casra (Turquie)
 - Projet Inclusion (Nigeria)
 - *Femmes et justice pénale (Tanzanie)*

⁴ Les organisations entre guillemets sont celles qui n'ont pas achevé le processus d'acceptation au sein de la Coalition mondiale (c'est-à-dire qui n'ont pas encore rempli les formalités administratives, payé la cotisation, etc.)

- Réseau international "Femmes et réduction des risques" (Indonésie)
 - Youth and Justice Lab (Canada : travaille sur l'Iran)
- Un nouveau **formulaire en ligne pour les demandes d'adhésion** a été mis à disposition sur son site web en anglais et en français.⁵
 - Le secrétariat de la Coalition mondiale a entamé un travail de vérification du paiement des cotisations au cours des dernières années, afin d'identifier les membres qui n'ont pas payé depuis plus de 3 ans et qui ne sont pas actifs. Comme le prévoient les statuts de la Coalition mondiale, cette vérification peut entraîner l'exclusion.

Activité E.3 Promouvoir les bonnes pratiques en matière de partenariats équitables entre les membres

- Le groupe de travail sur la gouvernance a élaboré un questionnaire pour les membres de la Coalition mondiale. Le questionnaire a été partagé avec les membres en avril 2024. Une analyse des résultats a été partagée avec le comité de pilotage en septembre 2024 et avec les membres en décembre.
- Un processus de réflexion sur le fonctionnement du comité de pilotage a été organisé dans le but de l'améliorer. Suite à un processus de consultation, un plan d'action visant à améliorer le fonctionnement du comité de pilotage a été adopté en septembre et se concentre sur les améliorations de la gouvernance et des opérations internes.

Activité E.4 Promouvoir le bien-être des personnes au sein du mouvement

- Un **groupe de travail sur le bien-être** a été créé en septembre 2023. Début 2024, le groupe a échangé des courriels.

Activité E.5 Créer un contrôle efficace

- En 2024, un consultant a été recruté pour travailler sur les procédures internes de la Coalition mondiale et proposer de nouveaux documents internes pour se conformer aux exigences des bailleurs de fonds en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent.
- Le **Panel consultatif indépendant** a été consulté en novembre 2024 pour l'examen des candidatures de l'appel à projets ouvert de septembre 2024.

F. Financer l'abolition de la peine de mort

Activité F.1 Informer systématiquement les membres des possibilités de financement liées à l'abolition de la peine de mort

- Les membres de la coalition mondiale ont été informés de la possibilité d'obtenir des subventions du FSTP.
 - Un courrier électronique a été envoyé à la liste de diffusion des membres et à plusieurs groupes de travail.
 - En septembre et octobre, des sessions d'information ont été organisées pour les personnes souhaitant poser leur candidature.
- Un courriel a été envoyé à la liste de diffusion de Genderinfo concernant une opportunité de financement spécifique en Asie et en Afrique qui pourrait soutenir des activités liées au genre et à la peine de mort.

⁵ <https://worldcoalition.org/who-we-are/become-a-member/>

Activité F.2 Documenter les besoins financiers du mouvement et plaider en faveur d'un financement accru du mouvement

- La Coalition mondiale a continué à diffuser le rapport sur le financement disponible pour l'abolition de la peine de mort publié en 2023 en partenariat avec Harm Reduction International et le réseau SAME auprès des donateurs concernés. Elle a utilisé le FFPA de l'UE pour encourager les délégations de l'UE à lancer des appels à propositions sur la peine de mort au niveau national.

Activité F.3 Accorder des subventions à ses organisations membres

- Un appel à petites subventions a été lancé pour le *Sri Lanka* en mai dans le cadre du projet Pays à risque et deux organisations ont été sélectionnées : *Human Rights Office à Kandy* et le *Centre pour l'égalité et la justice* au Sri Lanka pour une petite subvention de 3 500 euros chacune.
- Un appel à petites subventions a été lancé en septembre 2024 dans le cadre de la subvention FFPA de l'UE du FSTP et d'autres opportunités de subventions dans le cadre d'autres projets tels que le financement de l'AFD pour le genre. 104 demandes ont été reçues pour 47 candidats. **Les 13** subventions gérées par la Coalition mondiale ont été attribuées aux organisations suivantes⁶ :
 - Pour la bourse "Genre et peine de mort" (financement de l'UE et de l'AFD) :
 - Centre Adaleh pour l'étude des droits humains (Jordanie)
 - Centre pour les droits des prisonniers (Japon)
 - Hope Behind Bars Africa (Nigeria)
 - Section kenyane de la Commission internationale des juristes (Kenya)
 - Projet de défense et d'assistance juridique (Nigeria)
 - *Institut pour la réforme de la justice pénale* (Indonésie)
 - Aide aux femmes et justice pénale (Tanzanie)
 - Pour la subvention sur la ratification des traités régionaux et internationaux
 - Prisoner's Future Foundation (Zambie)
 - *SOS TORTURE BURUNDI* (Burundi)
 - Pour la subvention de la Journée mondiale contre la peine de mort et les campagnes nationales
 - Le projet Inclusion (Nigeria)
 - ACAT Liberia
 - ONG REPRODEVH NIGER
 - *Center for Human Rights Education, Advice and Assistance-CHREAA* (Malawi)

Activité F.4 Initier, diriger ou contribuer à un consortium pour l'abolition de la peine de mort

- en 2024, le conseil du consortium s'est réuni tous les 3 mois et le bureau exécutif s'est réuni tous les mois pour discuter des questions administratives et stratégiques.

Activité F.5 Recherche d'autres modèles et engagement avec d'autres institutions

- Un consultant a été recruté pour fournir une analyse des modèles d'octroi de subventions et de la meilleure stratégie pour la Coalition mondiale.

⁶ Les organisations qui ne sont pas membres de la Coalition mondiale sont en italique.



Mobilisation pour l'abolition universelle

La Coalition mondiale contre la peine de mort, alliance de plus de 180 ONG, barreaux, autorités locales et syndicats, vise à renforcer la dimension internationale de la lutte contre la peine de mort. Son objectif est d'obtenir l'abolition universelle de la peine de mort.



Coalition mondiale contre la peine de mort

Mundo M - 47 avenue Pasteur - 93100 Montreuil - France

✉ ☎ contact@worldcoalition.org +33 1 80 87 70 43
www.worldcoalition.org